

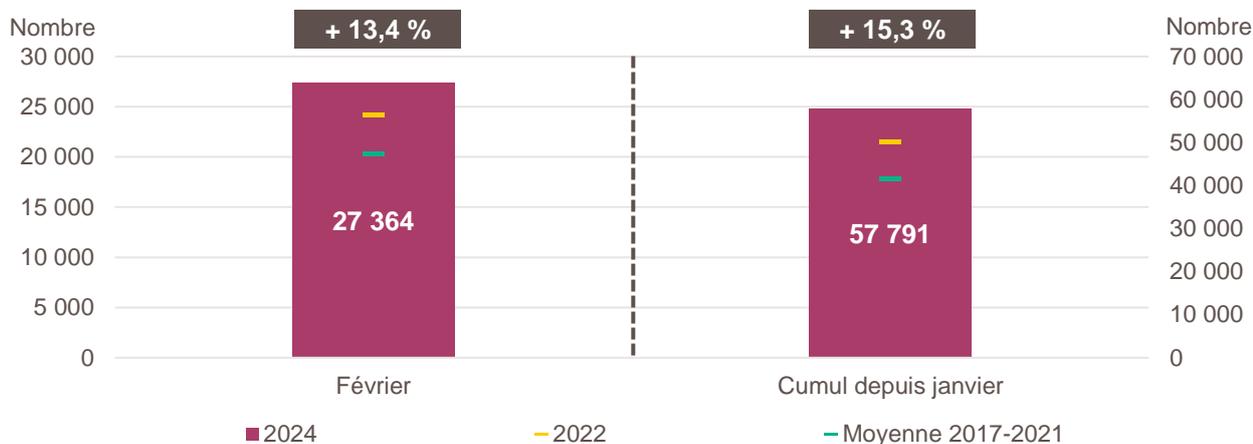
LA CRÉATION D'ENTREPRISE EN ÎLE-DE-FRANCE

CHIFFRES DE FÉVRIER 2024

Avertissement : Les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

Pour en savoir plus : [documentation de l'Insee](#)

Création d'entreprise en Île-de-France en février 2024 et cumul depuis le début de l'année



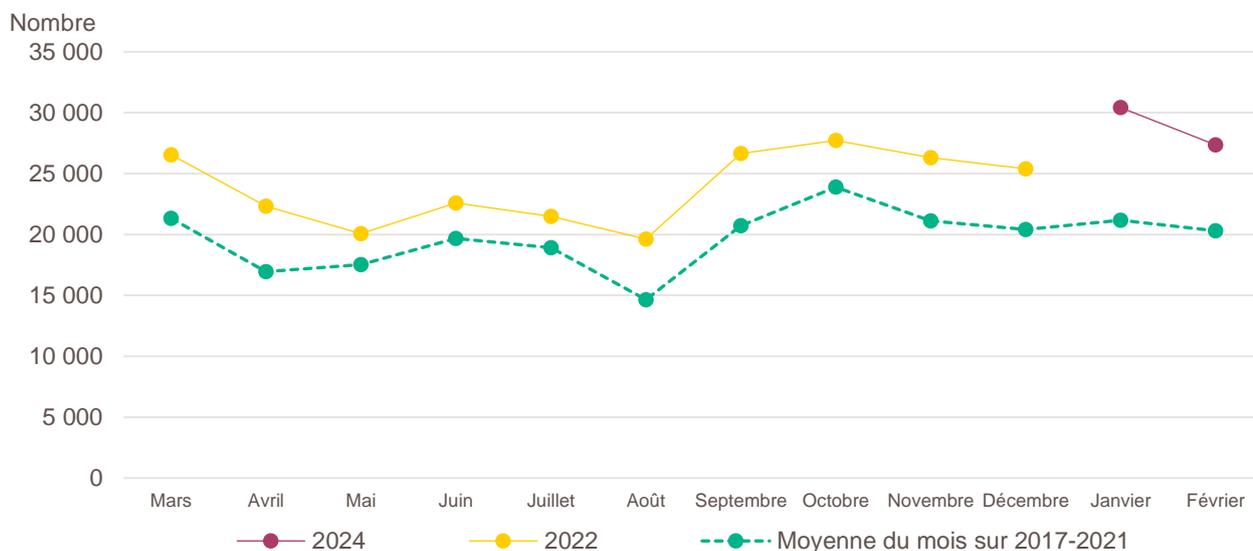
Lecture de la partie gauche : en février 2024, 27 364 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit + 13,4 % par rapport aux 24 135 de février 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 20 304 pour le mois de février sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2024 s'élève à 57 791, soit + 15,3 % par rapport aux 50 127 de janvier à février 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et février sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 41 482 (marque verte).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Île-de-France sur douze mois glissants



Lecture : en mars 2022, 26 543 entreprises ont été créées en Île-de-France et 21 340 en moyenne pour les mois de mars 2017 à 2021.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le secteur d'activité

Février 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2022-2024 %	Évolution janvier à février 2022-2024 %
Activités secondaires	2 519	44,9	+ 14,7	+ 19,0
Industrie	652	54,8	+ 19,2	+ 26,1
Construction	1 867	41,5	+ 13,2	+ 16,5
Activités de type commerce	6 062	59,4	+ 24,6	+ 30,0
Commerce de détail	2 405	57,7	+ 25,7	+ 27,4
Commerce de gros	707	45,7	- 16,6	- 15,9
Commerce de bouche ^a	54	42,6	+ 31,7	+ 52,7
Commerce et réparation automobiles	505	47,3	+ 36,9	+ 36,5
Hébergement	121	43,0	+ 95,2	+ 107,7
Restauration	620	40,2	+ 25,8	+ 52,1
Services en direction des personnes	1 650	80,2	+ 44,7	+ 49,3
Activités de type services	18 783	60,7	+ 10,0	+ 10,9
Immobilier	683	34,8	- 15,2	- 16,6
Transports et entreposage	3 481	79,6	+ 23,4	+ 29,4
Activités scientifiques et techniques	5 943	57,0	- 7,4	- 8,8
Activités de soutien aux entreprises	2 307	66,3	+ 61,2	+ 85,6
Information et communication	2 707	60,7	+ 47,2	+ 43,3
Enseignement	1 224	74,8	+ 7,7	+ 5,1
Arts, spectacles et activités récréatives	833	60,3	+ 47,2	+ 45,0
Santé humaine et action sociale ^b	732	39,1	- 35,0	- 36,4
Activités financières et d'assurance	873	13,7	- 5,8	+ 4,1
Activités des sociétés holding	185	0,0	- 34,9	- 31,8
Total Île-de-France	27 364	58,9	+ 13,4	+ 15,3

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en février 2024, 652 entreprises ont été créées en Île-de-France dans l'industrie (dont 54,8 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 19,2 % par rapport à février 2022 et un nombre cumulé sur janvier-février 2024 en hausse de + 26,1 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

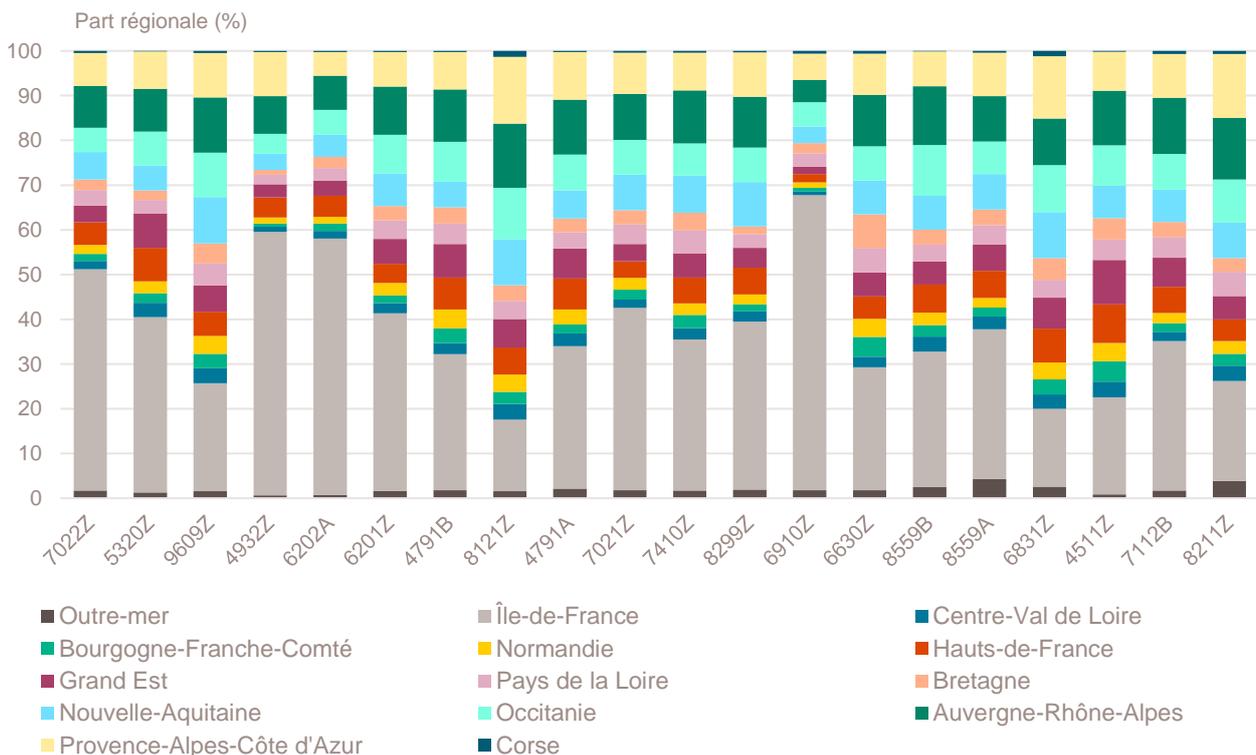
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Île-de-France

Février 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2022-2024 %
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 748	57,0	- 6,9
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	2 126	96,7	+ 9,7
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	1 060	87,9	+ 58,2
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	958	52,4	+ 65,5
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	931	53,0	+ 51,6
6201Z-Programmation informatique	789	67,9	+ 55,6
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	744	71,6	+ 39,3
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	649	78,3	+ 78,8
4791A-Vente à distance sur catalogue général	645	75,0	+ 108,1
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	640	75,2	- 45,4
7410Z-Activités spécialisées de design	547	80,4	- 8,7
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	527	82,5	+ 170,3
6910Z-Activités juridiques	438	5,9	- 13,4
6630Z-Gestion de fonds	435	0,7	+ 33,8
8559B-Autres enseignements	413	87,2	- 6,8
8559A-Formation continue d'adultes	321	43,0	+ 3,9
6831Z-Agences immobilières	314	67,8	- 13,3
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	301	40,2	+ 21,9
7112B-Ingénierie, études techniques	297	52,5	+ 23,2
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	280	66,4	+ 27,9

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, février 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

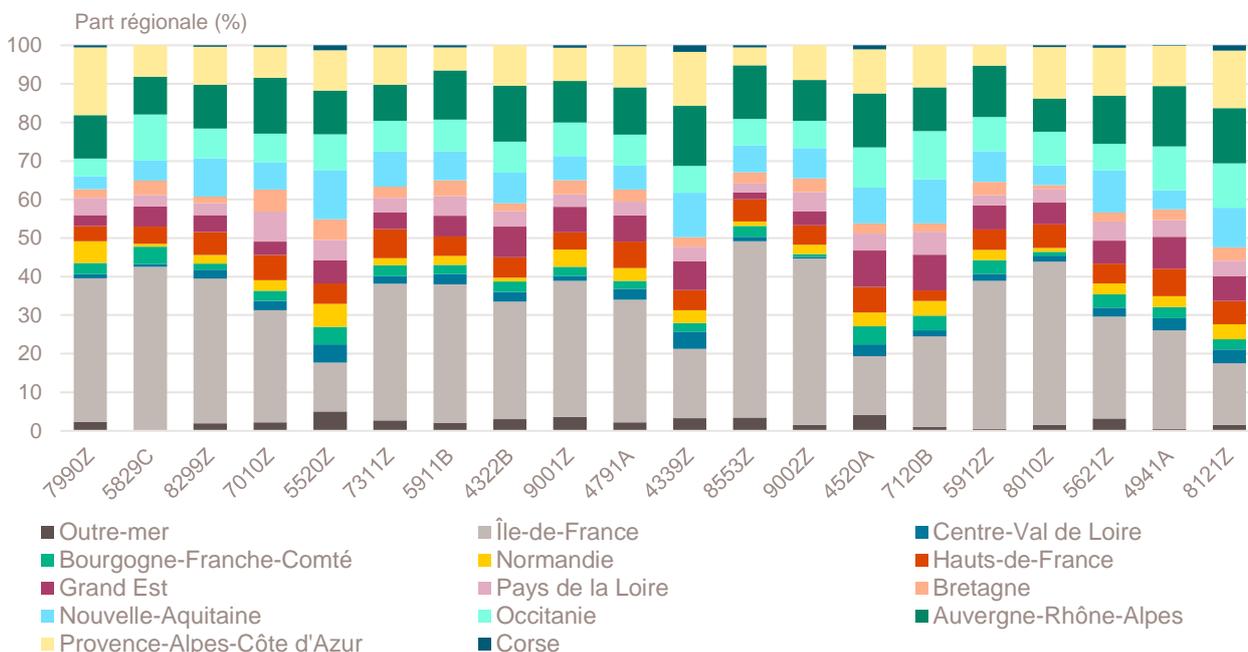
Février 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2022-2024 %
7990Z-Autres services de réservation et activités connexes	66	77,3	+ 200,0
5829C-Édition de logiciels applicatifs	57	38,6	+ 200,0
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	527	82,5	+ 170,3
7010Z-Activités des sièges sociaux	187	0,0	+ 156,2
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	89	39,3	+ 147,2
7311Z-Activités des agences de publicité	197	53,3	+ 140,2
5911B-Production de films institutionnels et publicitaires	121	62,8	+ 128,3
4322B-Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	122	36,1	+ 121,8
9001Z-Arts du spectacle vivant	118	72,9	+ 114,5
4791A-Vente à distance sur catalogue général	645	75,0	+ 108,1
4339Z-Autres travaux de finition	72	69,4	+ 105,7
8553Z-Enseignement de la conduite	79	64,6	+ 97,5
9002Z-Activités de soutien au spectacle vivant	110	82,7	+ 96,4
4520A-Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	172	62,8	+ 95,5
7120B-Analyses, essais et inspections techniques	43	48,8	+ 87,0
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	87	78,2	+ 85,1
8010Z-Activités de sécurité privée	83	30,1	+ 84,4
5621Z-Services des traiteurs	123	71,5	+ 83,6
4941A-Transports routiers de fret interurbains	165	68,5	+ 79,3
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	649	78,3	+ 78,8

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 41 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, février 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

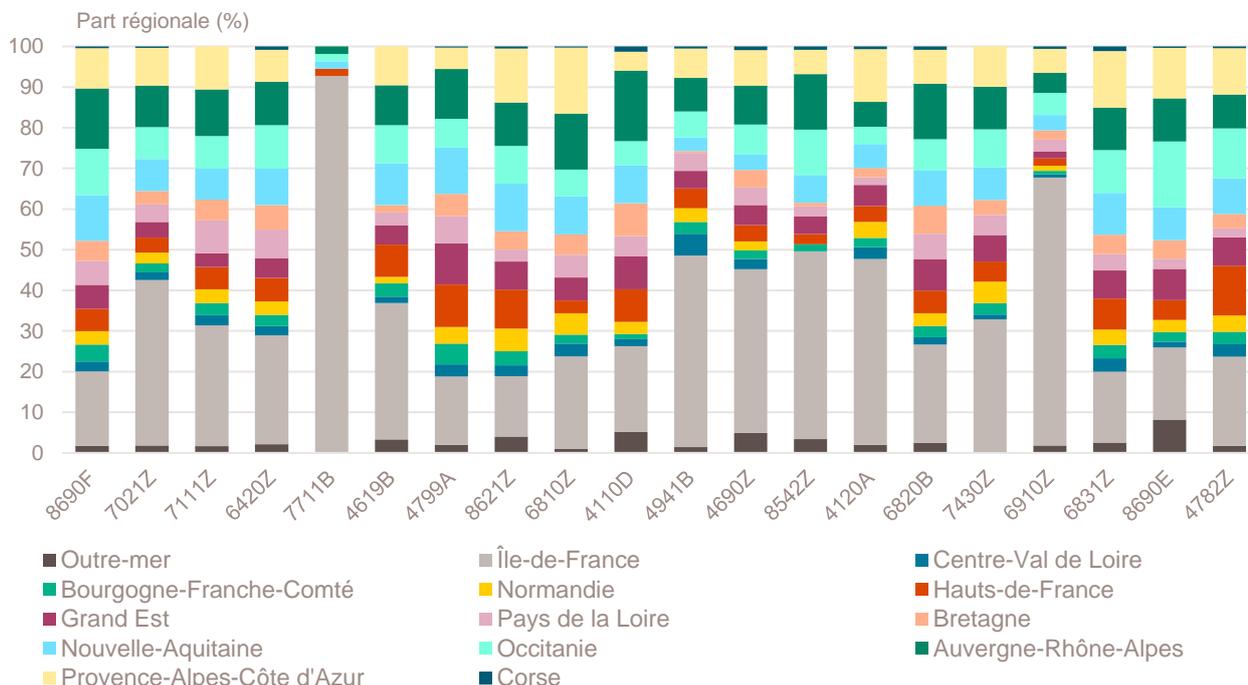
Février 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2022-2024 %
8690F-Activités de santé humaine non classées ailleurs	127	85,8	- 75,5
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	640	75,2	- 45,4
7111Z-Activités d'architecture	70	67,1	- 41,7
6420Z-Activités des sociétés holding	185	0,0	- 34,9
7711B-Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers	51	0,0	- 34,6
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	211	86,3	- 32,8
4799A-Vente à domicile	267	10,1	- 32,7
8621Z-Activité des médecins généralistes	56	3,6	- 32,5
6810Z-Activités des marchands de biens immobiliers	73	0,0	- 31,8
4110D-Supports juridiques de programmes	50	0,0	- 29,6
4941B-Transports routiers de fret de proximité	97	15,5	- 27,1
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	130	23,1	- 24,9
8542Z-Enseignement supérieur	54	88,9	- 22,9
4120A-Construction de maisons individuelles	141	14,9	- 20,8
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	209	9,1	- 20,2
7430Z-Traduction et interprétation	105	88,6	- 16,0
6910Z-Activités juridiques	438	5,9	- 13,4
6831Z-Agences immobilières	314	67,8	- 13,3
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	97	25,8	- 12,6
4782Z-Comm. de détail de textiles, habillement etc. sur éventaires et marchés	50	88,0	- 9,1

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 41 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, février 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon la nature juridique

Février 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution février 2022-2024 %	Évolution janvier à février 2022-2024 %
Entreprises individuelles	18 516	67,7	+ 17,3	+ 17,8
Micro-entrepreneurs	16 125	58,9	+ 18,2	+ 17,7
Entreprises individuelles classiques	2 391	8,7	+ 11,5	+ 18,7
Sociétés	8 848	32,3	+ 6,0	+ 10,1
SARL & EURL	1 406	5,1	- 6,3	- 3,9
SAS & SASU	7 004	25,6	+ 11,9	+ 15,1
SCI	21	0,1	+ 600,0	+ 585,7
Autres ^a	417	1,5	- 28,8	- 13,0
Total Île-de-France	27 364	100,0	+ 13,4	+ 15,3

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le type de la commune d'implantation

Février 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution février 2022-2024 %	Évolution janvier à février 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	1	0,0	---	+ 50,0
Rurale éloignée peu dense	4	0,0	+ 300,0	+ 50,0
Rurale périphérique très peu dense	43	0,2	- 6,5	+ 20,2
Rurale périphérique peu dense	544	2,0	+ 7,7	+ 11,9
Bourg	4	0,0	---	---
Petite ville	9	0,0	- 40,0	- 26,5
Urbaine périphérique peu dense	344	1,3	+ 9,6	+ 11,8
Urbaine dense	2 089	7,6	- 1,7	+ 9,9
Urbaine très dense	24 326	88,9	+ 15,1	+ 15,9
Total Île-de-France	27 364	100,0	+ 13,4	+ 15,3

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France dans les territoires aidés

Février 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution février 2022-2024 %	Évolution janvier à février 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	19	0,1	+ 46,2	+ 22,2
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	2 213	8,1	+ 8,5	+ 9,4
Petites villes de demain (PVD)	333	1,2	- 9,0	+ 11,2
Actions cœur de ville (ACV)	1 141	4,2	- 3,4	+ 8,7

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé. La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Février 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2022-2024 %	Évolution janvier à février 2022-2024 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 577	65,8	+ 11,0	+ 9,9
01 - Ain	789	68,2	+ 5,8	+ 11,9
03 - Allier	316	65,2	+ 23,9	+ 22,9
07 - Ardèche	414	66,4	+ 17,9	+ 14,3
15 - Cantal	121	57,0	+ 24,7	+ 25,9
26 - Drôme	662	71,9	+ 6,1	+ 4,1
38 - Isère	1 828	67,6	+ 15,0	+ 11,5
42 - Loire	981	65,9	+ 13,7	+ 11,1
43 - Haute-Loire	239	64,4	+ 11,7	+ 22,2
63 - Puy-de-Dôme	725	63,9	+ 2,1	+ 9,3
69 - Rhône	3 495	63,7	+ 4,8	+ 4,2
73 - Savoie	649	64,9	+ 7,8	+ 14,6
74 - Haute-Savoie	1 358	66,9	+ 29,8	+ 16,4
Bourgogne-Franche-Comté	2 819	62,9	+ 9,4	+ 11,3
21 - Côte-d'Or	584	64,6	+ 12,5	+ 6,7
25 - Doubs	548	61,7	+ 0,6	+ 8,5
39 - Jura	233	63,5	- 9,0	+ 4,6
58 - Nièvre	178	63,5	+ 28,1	+ 24,9
70 - Haute-Saône	188	59,6	+ 3,3	+ 10,7
71 - Saône-et-Loire	554	62,1	+ 11,7	+ 10,7
89 - Yonne	388	62,9	+ 32,9	+ 27,4
90 - Territoire-de-Belfort	146	65,8	- 1,4	+ 4,5
Bretagne	3 806	60,2	+ 12,7	+ 17,0
22 - Côtes-d'Armor	601	58,7	+ 14,0	+ 29,0
29 - Finistère	928	63,4	+ 7,3	+ 14,5
35 - Ille-et-Vilaine	1 339	58,4	+ 9,8	+ 13,7
56 - Morbihan	938	60,4	+ 22,5	+ 17,3
Centre-Val de Loire	2 767	67,7	+ 4,6	+ 7,1
18 - Cher	273	69,2	+ 1,9	+ 3,0
28 - Eure-et-Loir	455	64,8	- 1,5	+ 3,7
36 - Indre	199	66,3	+ 27,6	+ 18,1
37 - Indre-et-Loire	745	69,1	+ 5,4	+ 5,0
41 - Loir-et-Cher	289	63,7	- 4,6	- 0,5
45 - Loiret	806	69,2	+ 7,5	+ 13,3
Corse	600	65,2	+ 11,3	+ 12,8
2A - Corse-du-Sud	318	64,8	+ 16,1	+ 14,1
2B - Haute-corse	282	65,6	+ 6,4	+ 11,2
Grand Est	6 282	65,9	+ 15,0	+ 16,1
08 - Ardennes	226	72,1	- 2,2	+ 4,9
10 - Aube	310	64,8	- 6,6	+ 2,6
51 - Marne	781	68,4	+ 28,2	+ 12,0
52 - Haute-Marne	150	68,0	+ 18,1	+ 8,4
54 - Meurthe-et-Moselle	784	68,1	+ 16,5	+ 21,7
55 - Meuse	138	66,7	+ 9,5	+ 15,2
57 - Moselle	1 165	65,7	+ 18,2	+ 20,7
67 - Bas-Rhin	1 569	60,9	+ 13,0	+ 12,0
68 - Haut-Rhin	814	67,7	+ 17,3	+ 24,3
88 - Vosges	345	70,7	+ 16,6	+ 23,2

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Février 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2022-2024 %	Évolution janvier à février 2022-2024 %
Hauts-de-France	6 141	64,9	+ 6,5	+ 7,4
02 - Aisne	426	66,7	+ 15,4	+ 25,2
59 - Nord	3 006	64,8	+ 2,7	+ 2,9
60 - Oise	893	65,7	+ 3,4	+ 13,0
62 - Pas-de-Calais	1 300	63,8	+ 20,8	+ 13,7
80 - Somme	516	65,1	- 2,8	- 1,9
Île-de-France	27 364	58,9	+ 13,4	+ 15,3
75 - Paris	8 820	47,4	+ 20,0	+ 20,7
77 - Seine-et-Marne	2 088	66,8	+ 4,3	+ 10,9
78 - Yvelines	2 285	66,0	+ 6,2	+ 11,1
91 - Essonne	2 117	67,8	+ 5,0	+ 17,1
92 - Hauts-de-Seine	3 347	60,9	+ 14,9	+ 15,8
93 - Seine-Saint-Denis	3 970	63,4	+ 27,9	+ 17,0
94 - Val-de-Marne	2 815	64,4	+ 15,3	+ 11,4
95 - Val-d'Oise	1 922	64,2	- 11,1	+ 4,0
Normandie	3 348	64,4	+ 11,3	+ 10,6
14 - Calvados	825	66,9	+ 16,2	+ 11,3
27 - Eure	572	66,4	- 2,1	+ 2,8
50 - Manche	453	59,6	+ 31,3	+ 20,4
61 - Orne	270	55,9	+ 28,0	+ 36,3
76 - Seine-Maritime	1 228	65,3	+ 6,0	+ 6,8
Nouvelle-Aquitaine	8 171	65,9	+ 10,3	+ 9,3
16 - Charente	349	62,8	- 2,0	+ 6,8
17 - Charente-Maritime	892	67,0	+ 7,9	+ 1,9
19 - Corrèze	252	63,1	+ 40,8	+ 27,5
23 - Creuse	109	62,4	+ 45,3	+ 34,0
24 - Dordogne	464	68,1	+ 4,7	+ 8,8
33 - Gironde	3 014	66,5	+ 13,6	+ 15,2
40 - Landes	686	65,0	+ 38,6	+ 24,7
47 - Lot-et-Garonne	359	64,1	+ 8,8	+ 5,4
64 - Pyrénées-Atlantiques	916	63,8	- 1,0	- 0,1
79 - Deux-Sèvres	324	63,6	+ 11,7	+ 7,9
86 - Vienne	428	68,9	- 11,2	- 13,4
87 - Haute-Vienne	378	68,3	+ 8,0	+ 11,4
Occitanie	8 975	68,0	+ 8,9	+ 9,6
09 - Ariège	202	71,3	+ 21,7	+ 13,5
11 - Aude	540	73,1	+ 10,2	+ 9,9
12 - Aveyron	288	63,2	+ 7,5	+ 7,1
30 - Gard	1 226	67,8	+ 26,0	+ 15,3
31 - Haute-Garonne	2 248	67,8	+ 6,3	+ 8,5
32 - Gers	217	68,7	+ 4,3	+ 16,1
34 - Hérault	2 158	66,6	+ 4,6	+ 5,4
46 - Lot	209	70,3	+ 4,5	+ 10,6
48 - Lozère	73	53,4	+ 7,4	+ 25,0
65 - Hautes-Pyrénées	294	67,3	+ 12,2	+ 7,8
66 - Pyrénées-Orientales	767	70,4	+ 11,2	+ 18,7
81 - Tarn	449	67,0	- 2,2	+ 4,2
82 - Tarn-et-Garonne	304	70,7	+ 9,0	+ 6,8

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Février 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2022-2024 %	Évolution janvier à février 2022-2024 %
Pays de la Loire	4 401	63,3	+ 18,8	+ 20,4
44 - Loire-Atlantique	1 962	63,8	+ 15,5	+ 15,0
49 - Maine-et-Loire	894	65,4	+ 26,3	+ 28,7
53 - Mayenne	239	57,3	+ 18,3	+ 18,0
72 - Sarthe	526	65,0	+ 28,6	+ 26,1
85 - Vendée	780	60,1	+ 13,5	+ 22,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 076	65,3	+ 10,4	+ 4,9
04 - Alpes-de-Haute-Provence	232	63,8	+ 4,0	+ 0,4
05 - Hautes-Alpes	219	64,8	+ 11,2	+ 13,8
06 - Alpes-Maritimes	2 560	65,7	+ 4,7	+ 7,5
13 - Bouches-du-Rhône	3 943	63,0	+ 9,0	+ 0,2
83 - Var	2 116	67,3	+ 14,2	+ 4,6
84 - Vaucluse	1 006	68,9	+ 27,7	+ 19,0
France métrop. hors Île-de-France	68 963	65,4	+ 10,7	+ 10,3
France métropolitaine	96 327	63,5	+ 11,5	+ 11,7
France d'outre-mer	2 612	55,2	- 5,5	+ 6,9
971 - Guadeloupe	583	56,8	- 6,0	+ 7,2
972 - Martinique	585	35,6	- 8,9	- 3,2
973 - Guyane	254	50,0	- 3,8	+ 38,3
974 - La Réunion	1 107	66,8	+ 1,8	+ 11,2
976 - Mayotte	83	44,6	- 44,7	- 11,0
France entière	98 939	63,3	+ 10,9	+ 11,6

Lecture : en février 2024, 4 401 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 63,3 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 18,8 % par rapport à février 2023. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-février 2024 a augmenté de + 20,4 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2023.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 18/06/2024.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, chiffres de février 2024. Bpifrance Création, juin 2024 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.